

Bulletin de liaison

COMITÉ LAÏQUE DES AMIS DU MONUMENT AUX MORTS DE GENTIOUX

Novembre 2026

BP n°158 - 23004 GUERET - CEDEX ; Courriel: comite.gentioux@orange.fr

11 novembre 2026



Plus d'un millier de pacifistes à Gentioux



NON À LA MILITARISATION DE LA JEUNESSE !

NON À LA RÉPRESSION !

SOUTIEN AUX DÉSERTEURS RUSSES ET UKRAINIENS !

Sommaire

Numéro spécial 11 novembre 2026

Un contexte particulier cette année p. 2
Discours du maire de Gentioux-Pigerolles p.4

Accueil des pacifistes par le président du CLAMMG p.5

Les différentes interventions

- Ligue des Droits de l'Homme (Ligue des Droits Humains et Citoyens) p.7
- Comité Creuse du Mouvement de la Paix p.8
- Information du Collectif Limousin contre la répression p.9
- Groupe limousin de l'Union Pacifiste p.10
- Association Républicaine des Anciens Combattants de Corrèze p.11
- Union des syndicats CGT de la Creuse p.13
- Union des syndicats CGT-FO de la Creuse p.13
- Fédération syndicale unitaire de la Creuse (FSU) p.15
- Jean-Luc Mélanchon p.18
- Fédération Nationale de la Libre Pensée p.20
- Intervention d'un lycéen p.23
- La chorale CRS p.23

Hommage à Félix Baudy au cimetière de Royère-de-Vassivière p.23

Banquet à Masgrangeas p.24

Adhérez au CLAMMG et Bulletin d'adhésion p.24

Retrouvez le reportage sur Télé Millevaches

- 11 NOVEMBRE : LA PAIX AU CŒUR DU PLATEAU -

Télé Millevaches https://share.google/FAHepMvpG9GB4XNub





Ce bulletin du CLAMMG transmis en version numérique peut être diffusé sans restriction
y compris sur les sites internet et les réseaux sociaux.
Élargissons le combat pour bloquer la marche à la guerre !

Un rassemblement dans un contexte particulier cette année.



Ce 11 novembre 2026, malgré un soleil discret et une atmosphère humide, les couleurs de l'automne flamboyaient sur le plateau de Millevaches. De toute la région et parfois d'un peu plus loin, des pacifistes de tous poils convergeaient vers l'orphelin de bronze de Gentioux pour ce 39è rassemblement devant le monument aux morts.

On connaît le contexte politique marqué par la répression du mouvement lycéen, les évènements du 17 octobre, l'incendie de la mairie de Limoges et les accusations portées contre des habitants du plateau présentés comme un « nid de terroristes » de l'« ultra-gauche ».

Le journal ***La Montagne*** **du 10 novembre** consacrait deux pages et demie à ce contexte et au rassemblement du 11 novembre à Gentioux.


LE FAIT DU JOUR

« On peut défendre des idées radicales sans être violent »

Mélenchon, un habitué de la Creuse, sur le thème de la paix

La présidente Simonet durcit le ton contre le Plateau

Sous le titre « ***La présidente Simonet durcit le ton contre le Plateau*** » on apprend que « *dans un courrier daté du 27 octobre, la présidente du conseil départemental, Valérie Simonet, a fait part au premier ministre Sébastien Lecornu de sa « vive inquiétude » au sujet de la venue de Jean-Luc Mélenchon à Gentioux-Pigerolles, le 11 novembre*. » Mais cet article fait part de la réaction du préfet de la Creuse, Jean-Philippe Legueult, qui, écrit le journaliste, « *remet l'enjeu sécuritaire à sa place* » en ces termes « *Une réunion politique où le déplacement d'un candidat à la présidentielle, ça fait partie de la vie démocratique. Pour interdire un tel déplacement il faudrait que la situation soit gravissime. Le maire de Gentioux-Pigerolles, Benjamin Simon a travaillé en amont avec les gendarmes, afin de dissuader toute action militante « sauvage » autour du monument qui en a affronté quelques unes* ».
« *Mon job ce n'est pas de m'inquiéter* » déclare le préfet qui insiste sur « *son attachement à la liberté d'expression* » et affirme : « *on n'empêchera personne de s'exprimer, on empêchera par contre les dégradations ou les violences* »

Et ce 11 novembre, en fin de matinée, c'est dans une totale sérénité que **Benjamin Simon**s, le maire de Gentioux-Pigerolles a pu procéder à la cérémonie officielle de commémoration de l'armistice.

Après une pause et alors que près d'un millier de pacifistes se rassemblaient peu à peu, dans le calme, devant l'orphelin, Benjamin Simons a prononcé un deuxième discours au nom de la municipalité de Gentioux. Il a donné son accord pour le publier dans ce bulletin et nous l'en remercions. Vous le trouverez dans l'encadré page suivante.

Jean-Luc Mélenchon a accepté la proposition que lui a faite le président du CLAMMG de dire quelques mots et a fait une intervention brillante qui fera date dans l'histoire de notre rassemblement.

Voici dans ces pages tous les détails du déroulement de cette journée parfaitement réussie.

Discours de Benjamin Simons, maire de Gentioux-Pigerolles

Le 11 novembre 1918, il y a maintenant 108 ans, sur les coups de 5h15 du matin, quelques signatures au bas d'une simple feuille de papier allaient mettre fin, quelques heures plus tard, à 11h, à l'une des plus effroyable série de massacres que l'Humanité ait connue.
Avec près de 1 450 000 morts au combat, la France est le troisième pays le plus touché après les empires allemands et russes. Sur les 55 000 Creusois qui sont partis de leur campagne pour les terres boueuses des tranchées, 11 000 ne sont pas revenus, un sur cinq, parmi eux, 63 (Gentioux) 19 (Pigerolles) venaient d'ici et leurs noms sont ici listés devant nous.
Les voici, les Henri, les Eugène, les Michel et les Jean, inscrits à la feuille d'or sous le nom de leur village. Ici pas de caporal, de sergent ou de capitaine, seulement de jeunes Creusois qui laissèrent derrière eux parents et enfants comme le font aujourd'hui leurs tristes successeurs dans les tranchées d'Ukraine.

Depuis bientôt onze décennies, nous nous retrouvons, génération après génération, ici pour nous les rappeler, ceux qui ne sont pas revenus, ceux qui n'étaient plus là quand les cloches et les clairons sonnaient l'arrêt des combats partout en Europe.
Si nous sommes aujourd'hui là pour nous rappeler ces habitants qui ont tragiquement disparus, il ne faut pas moins garder à l'esprit, en dehors du souvenir, que leur mort nous oblige à être aussi les protecteurs de la paix.
Ces hommes n'auraient pas disparu s'ils n'avaient pas rencontré le plus formidable et néanmoins évitable fléau que l'Homme ait inventé : la guerre.
Sans Empire, sans Patrie, sans frontière et sans industrie, combien n'auraient pas vu leurs espoirs de retrouver notre Plateau engloutis dans l'acier, la poudre et la boue ?

La guerre est par trop souvent l'œuvre de ceux qui ne la font pas et qui envoient pour la faire ceux qui pensent soit la cause juste, soit qui n'ont pas ce loisir d'y réfléchir avant de se retrouver sous l'uniforme.

Pourtant, lorsque ces machines de mort se mettent en marche, parfois, l'Humanité montre aussi qu'il peut en être autrement. Cette année, quel plus formidable exemple nous a été donné que celui les dockers de toute la France, qui cessent leur travail pour condamner la marche à la guerre dans laquelle on les mène ?
Quelle plus belle image pouvions-nous espérer que celle de ces caisses d'armes qui demeurent à quai, à prendre le vent, plutôt que de voguer vers leur ouvrage funeste ?

Le temps fait aussi souvent œuvre de paix à sa façon : en effet, après avoir ignoré les enfants de Gentioux morts pour la France en 1923, après les avoir finalement salués en 1985 puis avoir reconnu le message de leur orphelin comme force de l'Histoire de France en1990.
La République a fait d'abord le choix de redonner aux noms des enfants de Gentioux leur éclat en 2024 et, le 8 mai 2026, pour la première fois depuis que nos prédécesseurs ont eu l'idée même d'ériger ce monument désormais célèbre, la République a déposé des fleurs au pied de l'orphelin et des 63 noms des disparus de notre commune. Par ce geste, l'État leur redonne leur place pleine et entière, aux côtés des centaines de milliers d'autres de leurs camarades qui ont donné leur vie pour que leur survive la République française.

C'est donc avec une émotion particulière que j'adresse ici mes pensées à mes prédécesseurs : Jules Coutaud et Pierre Desrozier, qui avaient appelés ce moment de leurs vœux et de leurs actes en leur temps.
L'heure à laquelle nous prononçons ce discours, est néanmoins plus grave encore que celle de l'an passé, pourtant, conservons l'espoir, ensemble, que l'heure à laquelle nous adresserons nos pensées à ces enfants de la commune dans un an, sera, elle, plus paisible que celle-ci.

Maudite soit la guerre !

Plus d'un millier d'après la police !



Accueil par Régis Parayre président du CLAMMG

Mesdames, messieurs,

chers-es camarades, chers-es amis- es,

Madame Simonet, présidente du conseil départemental de la Creuse, courant derrière monsieur David Lisnard président de la très consensuelle « association des maires de France » qu'il instrumentalise à l'occasion pour se donner la stature d'un présidentiable, a cru bon elle aussi de dénoncer les camps d'entraînement de l'ultra gauche sur le plateau de Millevaches ici même, et de demander au premier ministre avec force ramdam médiatique d'interdire notre rassemblement pour notre sécurité, cela va sans dire.

Chacun mesure combien madame Simonet s'est montrée perspicace puisque ce matin, en dépit de la belle détermination qu'elle affichait, nous sommes des centaines ici à Gentioux, unis notamment pour faire valoir notre liberté de conscience, notre liberté d'expression et le droit de manifester.

Pour en finir avec ce sujet des camps d'entraînement sur le plateau c'est vrai qu'il y en a au moins un. C'est le camp militaire de la Courtine, à deux pas d'ici où, comme dans tout le pays et sous la baguette de Macron, les spécialistes de la chose militaire préparent la guerre qui vient, que l'on nous dit inévitable et à laquelle nous devons accepter de sacrifier nos enfants comme nous l'a déjà suggéré le Général Mandon chef d'état major des armées, lors d'un discours prononcé le 18 novembre 2025 devant le congrès des maires de France à Paris (on y revient), invitant les maires présents a en discuter dans leurs communes pour préparer les familles. D'ores et déjà, sachez le, les maires doivent désigner dans leurs conseils un « *correspondant défense* » pour « *développer le lien armée-nation et promouvoir l'esprit de défense* » et pourquoi pas faire des élus des agents recruteurs tant qu'on y est ?
Ce qui se passe au niveau municipal est le pendant de l'offensive de militarisation de la jeunesse menée à l'école, question sur laquelle d'autre que moi interviendront ce matin je n'en doute pas.

Au nom du comité de Gentioux, je tiens maintenant à



vous saluer vous tous ci présents dans votre diversité et vous souhaiter la bienvenue à Gentioux pour notre trente neuvième rassemblement pacifiste qui s'annonce comme un incontestable succès.

Je voudrai en particulier saluer la présence des délégations de la la Libre Pensée de la Dordogne, de la Lozère, de la Corrèze, du Puy de Dôme, du Cantal… . Je les remercie pour leur belle mobilisation et leur fidélité.

Je remercie aussi Monsieur le maire de Gentioux qui, avec son équipe municipale, nous a facilité l'organisation de cette journée militante.

Les organisations suivantes ont demandé un temps de parole :

- **La Ligue des droits de l'homme,**
- **Le Mouvement de la Paix,**
- **l'Union Pacifiste,**
- **l'Association Républicaine des anciens combattants de la Corrèze** (l'ARAC qui est une association qui milite notamment pour la paix et la solidarité),
- **Les unions départementales CGT et CGT-FO**,
- **La FSU,**
- **La fédération nationale de la Libre Pens**ée représentée par Clément Denuit membre de la commission administrative nationale et rédacteur adjoint de « l'Idée Libre ».

- **Ilan, jeune lycéen** viendra s'ajouter à cette liste pour parler notamment du refus de la jeunesse pour la guerre annoncée.

Enfin, je voudrai saluer la présence parmi nous du camarade **Jean-Luc Mélenchon** qui nous avez déjà fait l'honneur de nous rejoindre en 2024. Je salue en lui l'indéfectible défenseur de la cause Palestinienne contre le génocide en cours a Gaza avec son cortège de crimes contre l'humanité, qui a toujours refusé de mettre sur un même plan le bourreau et la victime. Je salue en lui celui qui, en dépit des lynchages médiatiques dont il est souvent l'objet s'oppose à la militarisation du pays et notamment de sa jeunesse, qui s'oppose à un budget militaire délirant, en forte hausse dans le cadre d'une loi de programmation qui assèche les moyens financiers de l'état au détriment notamment de l'école et des hôpitaux.

Cher camarade tu es ici chez toi et, si tu le souhaites, tu pourras nous dire quelques mots, nous te ferons une place, nous en serions honorés.

Pour terminer,

- Je vous informe que des **pétitions en défense des déserteurs Ukrainiens et Russes** sont à votre disposition sur les tables en lisière du rassemblement et je vous invite a signer en grand nombre (1).

- Lorsque tout sera terminé, sur le chemin de « l'Assiette creuse », restaurant où se déroulera notre banquet, nous irons déposer une gerbe, au **cimetière de Royère de Vassivière, sur la tombe de Félix Baudy** fusillé pour l'exemple le 20 avril 1915 sur le front, à Flirey.

- A l'issue des prises de parole, la bien nommée CRS (**Chorale des Résistances Sociale**s) nous proposera deux ou trois chansons du répertoire de l'histoire du mouvement ouvrier, merci de les écouter.

Je vais maintenant appeler au micro les intervenants en les invitant à un peu de concision compte-tenu de nos impératifs.



(1) : Pour lire le texte de la pétition et la signer en ligne :
https://petition.deserters.org/fr

SUPPORT NETWORK FOR DESERTERS

SUPPORTING DESERTERS WEAKENS THE WAR MACHINERY AND SAVES LIVES.



Julie Nicolas
pour LDH Guéret-Creuse / Comité Régional Limousin Ligue des Droits Humains et Citoyens

"La der des ders, expression de Poilus venants de Lorraine. Ils y croyaient car ils avaient survécu à l'horreur absolue, comme tant d'autres avant eux, mais cette fois-ci avec la volonté plus que l'espoir que nul autre connaisse ce destin déshumanisant, mortel. Même en lisant des ouvrages historiques, commençant à sentir la naphtaline au vu du peu, voire manque de connaissance de beaucoup trop, de nos concitoyens de tous âges, qui plus est. On ne peut que ressentir par émotion les affres que ces soldats, ces hommes sous uniforme obligés, ont dû endurer.

Les gaz, la vie en sursis dans les tranchées, couloir d'un coma générationnel éveillé.
Un traumatisme à la gueule et aux désirs cassés
ne pouvait que suivre cette énième guerre dont apparemment raffole à rendre fou une partie de l'humanité sans grand H.
Les décideurs politico-économiques, pour la plupart, suprémacistes traversant les frontières pour un bout de territoire en plus. Le minant pour tuer et prendre minerais puis déminant pour acheter les populations et les revendre ainsi que leurs biens. La couleur de l'argent n'est pas le vert...espoir économique mais le rouge sang des vivants de tous temps.

Peu importe le motif...le nationalisme est le fautif.
N'oublions pas qu'avant 1914 et qu'après 1945, le nationalisme impérialiste a semé tout autant la haine sur nos terres, et le monde en récolte encore ses morts. En s'appliquant à capter les ressources d'autres nations, soi-disant inférieures de tons de peau, inférieures de confessions, sans idéologie. Voire même vivant sous de vulgaires bannières aux inappropriées démocraties ou républiques. Parfois certains osant avoir les deux, mêmes imparfaites.
Nous ne pouvons leur dénier ce droit, cette obligation d'existence, juste pour notre confort en vérité baïonné, aveuglé, assourdie.

La France fait partie du monde. Notre devoir est de soutenir toute résistance aux oppresseurs extrémistes en appuyant comme nous le pouvons les instances internationales promouvant la paix et la justice internationale.
La solidarité humaine ne peut être à géopolitique variable. Il ne peut y avoir de paix si des enfants déportés pour exemple d'Europe,
sont encore loin de leurs parents.
Notre peuple citoyen se reconnaît en cela, en tant que révolutionnaire et évolutionnaire.

La réponse à ce chaos mondial passe par l'éducation de notre grande histoire mondiale, par les petites histoires familiales, par une promotion réécrite de la déclaration universelle des droits de l'homme jamais appliquée...

mais ne peut passer par rétorque armée car la mort engendre toujours la mort. Inexorablement.
En ce temps de dérèglement politique une question s'impose à notre gouvernement, comment peut-il encore espérer nous convaincre de sacrifier nos enfants dans un futur conflit comme il a été 'ordonné'...alors même qu'il attente à l'intégrité physique et psychique de sa...non, de notre... propre jeunesse dans les rues de France ?
Nos fleurs de l'âge objecteront pareillement aux jeunes citoyens allemands.

Le savoir, l'empathie et la justice sont les clés d'un futur commun en paix.
En précisant que la paix sur notre sol est également une exigence. Le déni de l'autre par le racisme ou toutes autres discriminations amplifiés par d' irresponsables politiques et médias amènent toujours à un passage à l'acte meutrier.
Pour rappel : une vie égale une vie !

L'humanité a deux ennemis ces jours-ci, comme demain. Le nationalisme et l'anti-écologisme. La vie même est menacée par ces idéologies sans lendemain.
Sous 50 bombes...sous 50 degrés... c'est la mort !

Le nationalisme économique, c'est la mort !

Deux faces d'une même pièce...de théâtre, d'un champ de bataille qu'à l'instar des poilus et contemporains de la première guerre mondiale, nous ne voulons plus aider à nous faire subir.
Coupons la semelle sous le pied des ogres de notre planète, nous amenant à la ruine de nos sociétés humaines.

Vivons de peu pour nos besoins véritables. Ainsi, nous ne serons complices de déclenchements de conflits.

Le cannibalisme nationalo-capitaliste demeure un syndrome cyclique.

Nous devons le combattre tout en nous préservant.
Il faut être deux pour faire la guerre, comme pour faire l'amour.
Nous ne ferons que l'amour, pas la guerre. Et aurons, si envie, des enfants jouissant d'une paix universelle sur une terre habitable, pour qu'à jamais les petits écoliers ne soient orphelins ...
et qu'enfin la bête immonde remigre dans son antre d'où elle n'aurait jamais dû sortir...l'oubli.

Le nationalisme fascisant ne passera pas par nous.
A bas la guerre, debout la paix,
maudite soit la guerre économique !"



Murielle Dallier
pour le Comité de la Creuse du Mouvement de la Paix

Bonjour

Le 13 juillet 2026, dans son discours aux armées, le Président de la République déclarait : « *Pour être libre dans ce monde, il faut être craint. Pour être craint, il faut être puissant. La Nation, pour cela, doit être plus forte*.»
Cet engagement fait suite au discours prononcé le 2 mars 2026 à l'Ile Longue dans lequel le Président déclarait : « *Le demi-siècle qui vient sera un âge d'armes nucléaires. La France déterminée, libre, confiante, y tiendra tout son rôle* ». Et dans ce but, la loi de programmation militaire 2024-2030 initialement dotée de 413 milliards d'euros, a été actualisée d'une rallonge de 36 milliards d'euros, pour les cinq prochaines années, portant le budget annuel de 57 milliards à 63 milliards pour arriver à 76 milliards en 2030. Ce budget devrait atteindre les 5% du PIB en 2035.

Cette course effrénée à l'armement est accompagnée d'une stratégie de militarisation des jeunes esprits. Des classes de défense et de sécurité globales sont installées à un rythme soutenu.
Créé en 2005 et intégré dans le protocole interministériel de 2016, le dispositif comprenait 500 classes en 2023 il comprend aujourd'hui plus de 1 200 classes et concerne plus de 32 000 élèves.

Dernièrement, une circulaire ministérielle datée du 2 juillet 2026 instaure la « Mise en œuvre d'une cérémonie commémorative dans les écoles et établissements d'enseignement scolaire de l'armistice du 11 novembre, Journée nationale de commémoration de la victoire et de la Paix – Hommage à tous les « Morts pour la France » ».

La guerre serait notre avenir inéluctable ! Les pouvoirs politiques ont obstinément installé un système où règne la loi du plus fort. Le plus fort étant le mieux armé. Cette jungle est créée et exploitée par le système financier mondialisé. Via l'industrie militaire les dividendes pleuvent !

La guerre est un choix politique scandaleux au service de l'ordre capitaliste ; il doit être dénoncé et combattu.

Depuis 38 ans nous nous retrouvons devant le Monument aux morts de Gentioux pour saluer tous ces jeunes victimes de la tuerie de 14/18 et relayer le message gravé par les citoyens de Gentioux en 1924 : « Maudite soit la guerre ».

Pour leur mémoire, nous devons à ces jeunes un engagement sans faille pour la Paix. Une autre voie est

possible et il est urgent de s'y engager. Nos rassemblements, nos prises de paroles, nos publications sont certainement modestes par leur ampleur mais leur impact est incontestable : le pacifisme est là !

Vendredi 30 octobre, répondant à un appel à la grève lancé dans un cadre européen, la CGT a engagé une grève de 24 heures pour bloquer les ports et ainsi dénoncer la militarisation des installations portuaires.

Du 30 novembre au 4 décembre, des délégués du Mouvement de la Paix se rendront au siège de l'ONU à New-York où se tiendra la première conférence d'examen du TIAN (Traité d'interdiction des armes nucléaires). ICAN (campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires) demande à la France de rejoindre cette conférence en tant qu'État observateur. la France refuse toujours de signer ce traité en vigueur depuis le 22 janvier 2021.

Ces actions pacifistes se heurtent parfois à une politique de répression qui utilise la censure voire l'intimidation notamment quand il s'agit de dénoncer le génocide du peuple palestinien conduit par l'armée israélienne.

Notre devoir citoyen est lourd, ne lâchons pas. Pour la « Pacificulture », soulevons-nous et comme l'écolier de Gentioux, levons le poing et disons tous ensemble.

MAUDITE SOIT LE GUERRE





Face à la répression du mouvement social

Une militante demande la parole pour informer sur le "Collectif du plateau « Legal Team Plateau » qui a installé un stand sur la place et distribue un tract qui annonce :
"Le Legal Team Plateau est un collectif d'entraide et de soutien juridique face à la répression du mouvement social en cours. Nous accompagnons les personnes interpellées, poursuivies, ou condamnées, dans leur démarches et la préparation de leur défense. Nous organisons collectivement la solidarité financière pour les frais d'avocat et soutenons les personnes concernées ainsi que leurs proches. Notre objectif : ne laisser personne seul face à la répression, défendre les droits de tous et toutes et faire front commun."

Legal Team Plateau
07 69 23 54 54
legalteamplateau@pronton.me
Soutien financier par : https/www.helloasso.com/associations/la-plateaule/collectes/cagnotte-de-soutien-aux-inculpe-e-s-du-mouvement-social-a-limoges-automne-2026





René Burget
pour le Groupe Limousin de l'Union Pacifiste

Cher Orphelin de Gentioux,
Le GLUP (Groupe Limousin de l'Union Pacifiste), comme chaque 11 Novembre, tient à te saluer. La section française de l'Internationale des résistants à la guerre est née en 1921, comme toi.

Cher orphelin de Gentioux, en 2026 il y a le feu et pas seulement par des barbares bleus et bordeliques de la cité des arts du feu : 1 euro sur 3 est cramé pour le budget de l'armée. Autant dire que la guerre est là ! Méfie-toi des parlementaires travaillant du drapeau. Roublards, vaniteux et patriotes, ils sont prêts à tout pour un peu de publicité. Ils votent les crédits militaires et crachent sur les pacifistes. Ils flattent les foules et font demi-tour en laissant derrière eux une forte impression de *vide*. Comme tu le sais, agir pour la *Paix*, c'est refuser de tuer en toutes circonstances. Hélas, d'autopro-clamés gardiens de la paix s'octroient le permis de tuer. Ces keufs militarisés singent l'armée en tirant dans le tas. Ils se foutent du droit à la vie, prêts à massacrer collégiens, lycéens, enseignants ou gilets jaunes, afin de remplir le coffre-fort des uns ou l'ambition politique des autres. Se protéger contre ces professionnels du crime, résister aux arrestations continuelles, c'est appeler à l'objection de conscience. Refuser de porter des armes, c'est la solution la plus rapide pour construire la paix. Sabre et Goupillon ont assez assassiné ! Si le gouvernement hurle à la guerre, clouons le bec à ces bons apôtres ! Qu'ils aillent verser leur sang pour les pollueurs du pétrole ! Les malfaiteurs impunis, des Directions du Renseignement Militai-re, de la Sécurité Intérieure ou Extérieure et de la Sous-direc-tion antiterroriste, aux scénarios si débiles, fantasment des ennemis chaque jour. Leurs chefs pédalent dans la choucrou-te : ils veulent terroriser toujours plus de braves gens, au profit d'une poignée de privilégiés, qui étalent luxe et luxure. Pourquoi faire encore la guerre, le plus colossal des crimes contre l'humanité ?

Cher orphelin de Gentioux, nul n'est censé ignorer que les armes tuent. Accepter de les porter, c'est préméditer d'assassiner d'autres humains. Donc de devenir hors la loi. La fabrication et le commerce des armes prouvent la faramineuse corruption des milliardaires. Cet argent leur permet, sans souci des frontières, d'acheter journaux, télévisions, médias virtuels, clubs sportifs et même de financer des partis politiques racistes. Depuis bientôt 5 ans, galèrent trop de déserteurs, 500 000 Russes et 50 000 Ukrainiens. Qui ose le dire à part le Bureau Européen de l'Objection de conscience, l'Association Internationale des Travailleurs et l'Observatoire des armements ? Agir pour la paix, c'est faire pointer au chômage 250 000 salariés de l'atrocité. Autant de gagné sur les 93 milliards du budget de la guerre. Si 200 000 militaires empoisonnent l'air, la mer, la terre et l'espace, combien d'humains restent privés d'accès à la nourriture, aux soins et au savoir ? À l'ère de l'informatisation de la planète, qui peut se croire menacé par autre chose que l'Intelligence Artificielle ? Comment peut-il y avoir une Révolution sans abolir l'armée, l'ultime rempart des ultra riches ?

Cher Orphelin de Gentioux, en 2026, il y a eu 1 200 classes de Défense et de Cohésion Nationale. Soit 32 000 élèves perturbés par l'armée, sur 5,6 millions de jeunes. Sébastien Lecornu incite ces mineurs à : « *contribuer à la cohésion nationale et promouvoir l'esprit de défense.* » La participation à ces classes de défense est mentionnée au bac et valorisée sur *Parcoursup* ! Les écoliers subissent : visites de casernes, rabâchages sur l'obéissance aveugle, la discipline imbécile et le respect du supérieur hiérarchique. L'armée organise des rallyes défense-citoyenneté, des séances de tir au pistolet laser, des participations aux cérémonies guerrières, voire des fouilles de cellules pénitentiaires reconstituées en simulant des heurts avec les détenus. Et comble, avec tout l'attirail des CRS, des simulacres de répression de manifestants. Des ateliers zéro tolérance étalent : grosses cylindrées, uniformes voyants, jeux de rôles violents, utilisation des armes et distribution de porte-clefs « *l'armée recrute* » ! Est-ce un hasard, s'ils racolent dans les établis-sements en Réseau d'Éducation Prioritaire ? N'y a-t-il pas là de quoi révolter les jeunes ?

Cher Orphelin de Gentioux, les trémolos du président de la République, devant des enfants ce 11 Novembre, les incantations incessantes à la défense sauce mar-

seillaise ne trompent personne : à chaque fois est prétextée la faute de l'ennemi dont le nom commence par la lettre P et sont cachées les grossières provocations de l'Otan. Lorsqu'un pays en envahit un autre, il déclenche forcément la révolte. Parmi les révoltés, il arme des groupuscules, qu'il favorisera tant qu'ils lui seront utiles et qu'il éliminera au-delà. Le colonialisme repose sur ce cynisme. Force est de constater qu'Israël commet un génocide fratricide en Palestine. En assassinant les enfants, tout espoir d'avenir disparaît. **Foutez-nous la paix !** ce VII[e] Festival à Saint-Junien, a été consacré aux enfants dans la guerre. Il a honoré les pays sans armée, où la population vit plutôt mieux qu'ailleurs. Le seul pays vainqueur, c'est celui qui ne se bat pas ! En 2027, Hitler gagnera-t-il encore ? Les troupes ne votent-elles pas fasciste ? Pour ne pas crever et entrer en résistance : **à bas l'armée !**

Groupe limousin de l'Union pacifiste (GLUP)
58, rue du Chinchauvaud, 87100 Limoges
unionpacifiste@riseup.net



Henri Vacher pour l'Association Républicaine des Anciens Combattants de la Corrèze

Arrêtons la marche à la guerre ! Pour la paix, la justice sociale et les libertés !

Mesdames, Messieurs, chers amis, chers camarades,

Nous sommes réunis aujourd'hui devant ce monument de Gentioux, devant cet Orphelin qui lève le poing et nous adresse, depuis plus d'un siècle, un message toujours aussi brûlant :

« **Maudite soit la guerre !** »

L'ARAC est née des souffrances de la Première Guerre mondiale. Fondée par des anciens combattants qui avaient connu l'enfer des tranchées, elle portait une exigence : faire en sorte que jamais les peuples ne connaissent à nouveau une telle barbarie.

Dix millions de morts, des millions de blessés et de mutilés. Comme l'écrivait Paul Vaillant-Couturier :« *La guerre de 14-18, un meurtre collectif intelligemment organisé.* »

Plus d'un siècle après, les guerres continuent de dévaster le monde.

Mais aujourd'hui, une autre menace grandit : celle de voir la guerre devenir un horizon politique accepté, une nécessité présentée comme inévitable.

Nous disons NON ! Il faut arrêter la marche à la guerre !

Au gouvernement français, nous voulons poser une question : pourquoi trouver des centaines de milliards pour le réarmement, mais toujours invoquer le manque de moyens lorsqu'il s'agit de financer les hôpitaux, les écoles, les retraites et les services publics ?

La programmation militaire actualisée en 2026 prévoit 36 milliards d'euros supplémentaires sur la période 2026-2030, portant les crédits militaires programmés à 436 milliards sur 2024-2030.

Cet argent, ce sont des choix politiques !

Nous refusons que les travailleurs, les retraités et les jeunes paient le prix de cette course aux armements.

Nous refusons que notre industrie civile soit progressivement transformée en industrie de guerre, que les usines deviennent des lieux de production de drones et d'armes de destruction.

Les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs ont des savoir-faire pour construire, soigner, et améliorer la vie, pas pour fabriquer la mort.

Pas un centime, pas une arme, pas une vie pour la guerre !

Au gouvernement, nous disons également : **cessez de préparer les esprits à la guerre !**

La jeunesse a besoin d'écoles, d'emplois et de perspectives d'avenir. Elle n'a pas besoin d'être préparée à devenir la prochaine génération de soldats.

Nous refusons la banalisation de la guerre, la propagande militariste et la transformation progressive de toute la société en base-arrière d'une économie de

guerre.
Nous interpellons également les responsables de l'OTAN : jusqu'où voulez-vous pousser l'escalade militaire ?
Nous exigeons une politique indépendante de paix, le respect de la Charte des Nations unies, la diplomatie et la négociation. Nous défendons le désarmement et la sortie de la logique des blocs militaires.

Il est impossible de parler de paix sans parler des libertés et de la démocratie.
En 1935, au VIIe congrès de l'Internationale communiste, Georgi Dimitrov analysait la montée du fascisme et alertait sur les dangers de sa progression.
Il définissait le fascisme au pouvoir comme :
« *La dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier.* »
La fascisation ne se réduit pas à l'arrivée au pouvoir d'un régime fasciste. Elle peut aussi se manifester par la progression des idées autoritaires, la banalisation du racisme, la désignation de boucs émissaires, les attaques contre les organisations syndicales et les libertés démocratiques.
Les enseignements de l'histoire nous obligent à rester vigilants. Face à la montée de l'extrême droite, aux discours de haine, au nationalisme et à la remise en cause des libertés, nous devons faire vivre la solidarité populaire et l'unité de toutes les forces attachées à la démocratie et à la paix. Car l'histoire nous enseigne une chose : la guerre, le nationalisme exacerbé et l'autoritarisme ont souvent avancé ensemble.

En ce 11 novembre, nous n'oublions pas les 639 fusillés pour l'exemple de la Première Guerre mondiale.
Ces soldats, condamnés par une justice militaire expéditive, ont été sacrifiés au nom de la discipline et de l'autorité des états-majors.
Nous demandons leur réhabilitation collective.
C'est une exigence de justice, de dignité et de vérité historique.

POUR CONCLURE
Chers amis, chers camarades,
Devant cet Orphelin de Gentioux, notre présence n'est pas seulement un devoir de mémoire. C'est un acte de résistance à toutes les formes de barbarie et à toutes les politiques qui conduisent les peuples vers la guerre.
L'ARAC restera fidèle à ses fondateurs.
Nous continuerons à défendre les pacifistes, les victimes de guerre, les libertés démocratiques et le droit des peuples à disposer de leur avenir.

Nous refusons que nos enfants deviennent de la chair à canon, que nos usines deviennent des arsenaux et que nos budgets sociaux financent les marchands de canons.

NON À LA GUERRE !
NON À L'ÉCONOMIE DE GUERRE !
NON À LA FASCISATION ET AUX ATTEINTES AUX LIBERTÉS !
OUI À LA PAIX, AU DÉSARMEMENT ET À LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PEUPLES !

Et comme nous le rappelle l'Orphelin de Gentioux, avec son poing levé vers l'histoire :
« MAUDITE SOIT LA GUERRE ! »
VIVE LA PAIX ENTRE LES PEUPLES !





Agathe Winocq
pour l'union des syndicats CGT de la Creuse

Cher-e-s camarades.
L'engagement pour la Paix est l'un des principes fondamentaux de la CGT.
C'est pourquoi nous associons partout à nous tous les évènements dédiés à la Paix : l'Union Départementale CGT de la Creuse a ainsi toute sa place ici, devant le monument aux morts pacifiste de Gentioux, année après année.

La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais le principe de rapports humains fondés sur la libre coopération de tous pour le bien commun. Une paix durable est une condition préalable à l'exercice de tous les droits et devoirs de l'être humain. Pour la CGT, ce sont toujours les travailleurs, quelles que soient leurs origines, qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu'elles engendrent.

Nous sommes convaincus que l'intervention syndicale sur ces questions est indispensable, car lutter à tous les niveaux contre le capitalisme mondialisé et ses conséquences participe du droit à la paix.

La misère, le désespoir, le chômage et la détresse alimentent les conflits. Les éradiquer est une des conditions de la paix.

C'est pourquoi la CGT continue son engagement pour une culture de la Paix en agissant avec ses syndicats sur les questions de santé, d'éducation, et de sécurisation du monde du travail.

Il n'y aura pas de paix possible sans justice sociale et environnementale !

La CGT s'engage pour la signature de la France au traité d'interdiction des armes nucléaires et à la place que doit reprendre l'ONU dans la résolution des conflits existants. Son action, partagée avec plus de 200 associations et syndicats dans le collectif des marches pour la paix est prépondérante pour faire grandir nos exigences de Paix et de Fraternité.

La CGT réitère son opposition à toutes formes de violence, d'où qu'elles viennent, et aux punitions collectives à l'encontre des populations civiles. Elle réaffirme son engagement pour un monde exempt d'armes de destruction massive et prône le désarmement de manière générale.

Nos pensées vont à toutes les victimes des guerres de par le monde, ainsi qu'à nos camarades qui ont payés de leur vie leur engagement pour un monde différent.

Maudite soit la guerre,
maudits soient ses bourreaux !

Marie-Laure Herbinière
pour l'union des syndicats CGT-FO de la Creuse



Mesdames, Messieurs,
Chers camarades,
Chers amis,
Au nom de l'Union Départementale Force Ouvrière de la Creuse, je remercie le Comité Laïque des Amis du Monument aux Morts de Gentioux de nous réunir une nouvelle fois devant ce monument et son message toujours aussi profond : « Maudite soit la guerre. »
Ici, nous ne célébrons pas la guerre. Nous nous souvenons de celles et ceux qui y ont laissé leur vie : les soldats envoyés au front, les populations civiles bombardées, les travailleurs et travailleuses, les familles et les peuples qui paient le prix de conflits décidés par d'autres.
Force Ouvrière est historiquement attachée à la paix. Depuis les origines de notre organisation, notre exigence tient en une devise : **Pour le Pain, pour la Paix, pour la Liberté.**

Force Ouvrière rappelle son indépendance : nous ne sommes le syndicat d'aucun parti, d'aucun gouvernement et d'aucune puissance. Nous défendons les droits et les intérêts des travailleurs et des travailleuses.
Notre congrès confédéral de 2026 l'a réaffirmé : FO condamne les guerres et les massacres, est solidaire des travailleurs, travailleuses et de leurs syndicats, premières victimes des conflits, et refuse que les dépenses militaires augmentent au détriment des services publics et des droits sociaux.
Alors que les services publics manquent de moyens, nous refusons que l'armement devienne prioritaire.
La paix suppose aussi la justice sociale. C'est, par exemple, arrêter la compression des dépenses de santé au détriment des malades, stopper la réforme des retraites et revaloriser les pensions, ne plus stigmatiser les demandeurs d'emploi. On ne choisit pas d'être malade, on ne choisit pas de perdre son emploi. Sauvegarder les organismes de Sécurité Sociale, France Travail ou la Mutualité Sociale Agricole, c'est aussi leur donner des moyens, notamment des effectifs pour accompagner des publics plus nombreux et plus précaires. Comme tous nos services publics, la Sécu doit être préservée !
La justice sociale c'est encore des salaires dignes, des services publics accessibles et le respect des libertés syndicales.

Aujourd'hui plus que jamais, nous refusons l'escalade, appelons au dialogue, à la diplomatie et au respect du droit international.

Au nom de la FNEC FP-FO de la Creuse, je veux alerter sur la militarisation de l'École et l'embrigadement de la jeunesse.
Classes défense, partenariats entre établissements et armée, rallyes citoyens, guide ministériel pour « *acculturer les jeunes à la défense* », service national volontaire : ces dispositifs se multiplient.
Mais une nouvelle étape vient d'être franchie avec la circulaire ministérielle du 2 juillet 2026 : dès cette rentrée, une cérémonie commémorative annuelle est imposée dans chaque école élémentaire, collège et lycée, public ou privé sous contrat. Tous les élèves, dès le CM1, sont concernés.
Cette cérémonie doit se dérouler dans les établissements autour du 11 novembre. La circulaire prévoit même la possibilité de solliciter les délégués militaires départementaux et de faire intervenir des réservistes militaires.
Nous ne contestons pas la nécessité de transmettre l'histoire, ni le devoir de mémoire. Mais nous refusons que l'École devienne un instrument de préparation des esprits à la guerre. Entre enseigner l'histoire des guerres et installer une culture militaire dans les établissements scolaires, il y a une différence fondamentale !
À Gentioux, face à cet écolier qui porte le message « Maudite soit la guerre », cette question prend tout son sens.
Et pendant ce temps, que nous dit la jeunesse ?
Depuis plusieurs semaines, des lycéens se mobilisent partout en France. Ils réclament des moyens pour l'École, de meilleures conditions d'études, des enseignants, des postes et un véritable accès à l'enseignement supérieur. Ils contestent Parcoursup et ses mécanismes de sélection.
Leur revendication doit être entendue : **des moyens pour l'École, pas pour la guerre !**
Nous refusons que, faute de pouvoir poursuivre leurs études, l'armée devienne une perspective d'orientation pour les jeunes. Le calendrier du recrutement du nouveau service national a été organisé en articulation avec celui de Parcoursup, avec des réponses aux candidatures militaires annoncées au plus tard le 1er juillet, et la promesse d'une rémunération d'au moins 800 euros par mois.

Voilà où nous en sommes : on manque de places et de moyens pour étudier, mais on en trouve, des moyens, pour recruter dans les armées !
La mission de l'École est d'instruire, de transmettre des connaissances et de former l'esprit critique, pas d'inculquer une culture militaire ni de pousser les jeunes dans les rangs de l'armée.
Nous voulons des heures de cours, des postes et des moyens pour apprendre, pas de la propagande militaire.
Nous demandons donc le retrait de la circulaire du 11 novembre et du guide « acculturer les jeunes à la défense », l'abandon des classes défense et des partenariats école-armée, ainsi que l'arrêt de la promotion du service national volontaire dans les établissements.

Qui veut la paix prépare la paix. Cela commence aussi à l'École.
À Gentioux, nous pensons aux jeunes envoyés combattre sans avoir choisi la guerre, aux familles qui les attendent, aux enfants sous les bombes et aux travailleurs et travailleuses dont les vies sont détruites.
Derrière chaque stratégie militaire, il y a des vies.
Près d'un siècle après l'édification de ce monument, ces mots résonnent toujours avec force : « Maudite soit la guerre. »
En ce 11 novembre 2026, l'Union Départementale Force Ouvrière de la Creuse réaffirme son engagement :
• **Pour le Pain**, parce que personne ne devrait travailler sans pouvoir vivre dignement.
• **Pour la Paix**, parce que les peuples, ainsi que les travailleurs et les travailleuses ont tout à perdre dans les guerres.
• **Pour la Liberté**, parce que les libertés syndicales, démocratiques et individuelles sont indispensables à une société juste.

Et parce que nous sommes ici à Gentioux, nous pouvons le dire d'une seule voix :

Maudite soit la guerre !

Pour le Pain, pour la Paix, pour la Liberté !
Vive le syndicalisme libre et indépendant !
Vive Force Ouvrière !



Florence Pointurier pour la Fédération Syndicale Unitaire (FSU)

Je prends la parole au nom de la FSU23 qui rassemble des syndicats intervenant dans différents champs de l'Éducation, et plus généralement dans deux des trois fonctions publiques.
Notre place devant ce monument, parmi les autres représentants syndicaux, nous a paru pleinement justifiée : en 1914-18 ce sont 35.000 instituteurs qui sont partis au front, dont 8.000 sont morts au champ dit « d'honneur » ; vous connaissez tous l'un d'entre eux, Louis Pergaud, l'auteur de *La Guerre des boutons* (1912) qui est mort à 33 ans en 1915, blessé, transporté à l'abri par des Allemands dans un bâtiment qui sera bombardé juste après par l'armée française, si bien qu'on n'a jamais retrouvé son corps mais qu'on a la grande consolation de savoir qu'il est mort grâce à du « made in France ».
Mais ce n'est pas seulement en mémoire de ces morts que nous intervenons, c'est surtout pour essayer encore une fois d'alerter l'opinion devant ce que nos syndicats dénoncent depuis le début, à savoir une militarisation de l'école qui se cache de moins en moins.
C'est en 1982 que les ministères de l'Education et de la Défense ont pour la première fois signé un protocole voulant « *conjuguer leurs efforts pour former des citoyens responsables* ». Peu à peu, en vertu d'un partenariat de plus en plus étroit, l'éducation à la défense a pris une place inexpugnable dans les programmes, les dispositifs pédagogiques, et la formation des personnels. Des formations obligatoires sont désormais imposées à l'ensemble des personnels d'enseignement et d'éducation. La plupart des Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Education mettent en place, dans le cadre de la formation des futurs enseignants, des journées pendant lesquelles les stagiaires, quel que soit leur métier ou leur discipline, doivent assister à des conférences organisées sous l'autorité du recteur ou de la rectrice, l'autorité militaire territoriale, et le président de l'association régionale des anciens auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale.
Voici comment est présentée l'obligation de l'éducation à la défense dans le Code de l'éducation depuis 2000 :
« *Les principes et l'organisation de la défense nationale et de la défense européenne ainsi que l'organisation générale de la réserve font l'objet d'un enseignement obligatoire dans le cadre de l'enseignement de l'esprit de défense et des programmes de tous les établissements d'enseignement du second degré. Cet enseignement a pour objet de renforcer le lien Armée Nation tout en sensibilisant la jeunesse à son devoir de défense.* »

Or, aujourd'hui, les liens entre armée et école vont bien au-delà de cette prescription (essentiellement appliquée aux programmes d'histoire-géographie et d'Enseignement Moral et Civique). Ces liens se traduisent par l'existence de projets, concours, partenariats de toutes sortes, et de textes réglementant ces derniers.

Nous avons eu droit au fameux Service National Universel de 2017 à 2025, à des labels « classes et lycées engagés ». Nous avons assisté à des simulacres d'exercices militaires, à des incidents plus ou moins graves aussi. Et si ce SNU a été supprimé, ne nous réjouissons pas, ce n'est que parce qu'il s'est révélé catastrophique sur le plan financier. Ce qui l'a remplacé risque d'être bien pire…

Depuis 2005 sont apparues les fameuses « classes de défense et de sécurité globale ». Il s'agit de classes, en collège ou en lycée, qui signent une convention avec une unité de l'Armée, cette convention devant être approuvée en Conseil d'Administration. Or non seulement les parents d'élèves, mais aussi une bonne partie des enseignants ne comprennent pas de quoi il s'agit, sachant qu'on leur fait miroiter des moyens supplémentaires, des sorties et des voyages, des activités ludiques (aller manger des rations militaires, essayer des engins de tir au camp de la Courtine, saluer le drapeau par exemple, pour une classe du collège de Saint Vaury en 2021). Nous sommes donc très fiers d'avoir en Creuse 4 « classes défense » dans 4 de nos collèges, et de savoir que le chef d'établissement d'un autre collège multiplie les pressions sur les deux collègues d'Histoire Géographie pour qu'ils participent à l'installation d'une 5e classe… C'est vrai qu'il faudrait faire un effort dans notre petit département : en France nous avons 1200 classes de ce type, et notre ministre actuel a précisé en mars dernier qu'il souhaiterait que la participation des élèves à ce dispositif figure sur le diplôme du Bac et soit valorisée dans Parcoursup…

Mais avez-vous vu passer en mars dernier la fameuse loi Blanchet « *visant à renforcer l'enseignement à la défense dans le cadre du parcours de citoyenneté au collège et au lycée* ». Examinée le 26 mars 2026, elle a été adoptée en première lecture (56 députés présents, 70 % pour). Rien de moins que la « création d'un cours structuré et obligatoire de défense globale intégré à l'emploi du temps scolaire ». Un million d'élèves concernés, 33 000 classes, 670 000 heures soit l'équivalent de 1000 postes ! Coût estimé : 10 à 15 millions d'euros par an, à prendre sur les dotations existantes ! Des militaires, des réservistes délivreraient ce « cours ». Le ministre de l'Éducation Nationale, Édouard Geffray, approuve cette loi en affirmant que la « *résilience de notre pays passe par son unité et sa cohésion* », tout en précisant que peut-être, les cours donnés par des militaires, ça se réfléchit...Ces militaires qui, par la voix du général Mandon, chef d'état major du président, pensent qu' « *il faut se préparer à perdre nos enfants* »... (discours de 2025 au Congrès des maires de France)

Il s'agit donc, dans le jargon de ces braves gens, d'acculturer à la défense toute la jeunesse. Que signifie ce joli verbe « acculturer », et à quel propos avait-il été employé jusque-là ? Il s'agit selon les dictionnaires et les livres d'histoire d'adapter ou faire assimiler une personne ou un groupe à une nouvelle culture ; si cela vous rappelle de pas très lointains souvenirs coloniaux ce n'est peut-être pas par hasard.

Alors c'est le moment de m'accompagner dans un petit saut en arrière, attention c'est impressionnant :

1. A Bordeaux, dès le 26 juin 1871, un mois seulement après la fin à la guerre franco-prussienne, un mois après l'écrasement de la Commune, Gambetta tire la leçon de ces tragiques événements et répond aux questions qu'ils soulèvent. L'une concerne l'armée, l'autre l'enseignement : « *Il faut mettre partout, (dit-il) à côté de l'instituteur, le gymnaste et le militaire, afin que nos enfants, nos soldats, nos concitoyens soient tous aptes [...] à supporter vaillamment toutes les épreuves de la patrie* ».

2. Le 18 septembre 1881, dans son Discours aux instituteurs, Paul Bert, ministre de l'Instruction publique et des cultes, écrit : « *Nous voulons pour l'école des fusils ! Oui le fusil, le petit fusil que l'enfant peut manier dès l'école ; dont l'usage deviendra pour lui chose instructive ; qu'il n'oubliera plus, et qu'il n'aura plus besoin d'apprendre plus tard. Car ce petit enfant, souvenez-vous en, c'est le citoyen de l'avenir, et dans tout citoyen, il doit y avoir un soldat toujours prêt* »

3. Le ministre de la guerre, le général Farre, explique en 1881 : « *Le service de trois ans, tel qu'il existe dans un autre pays, doit, pour porter ses fruits, avoir été précédé pendant longtemps d'un dressage préliminaire spécial acquis à l'école. Il faut donc développer l'instruction à tous les degrés, et surtout l'instruction militaire civique. Apprenons aux enfants ce que c'est que le soldat : quels sont ses devoirs ; quelle charge lui*

impose sa mission ; et même quelle grandeur et quel honneur il y a dans les charges qui lui sont imposées. »
La comparaison avec l'actualité est bien entendu totalement abusive de ma part.
Revenons donc à nos classes défense : en avons-nous vraiment besoin, ainsi que de l'intervention des militaires pour enseigner ?
Les thèmes évoqués pour en faire la publicité sont traités depuis des années par les professeurs d'Histoire Géographie dans le cadre des heures d'Education Morale et Civique, puisqu'il y a même une partie de l'épreuve du Brevet en fin de 3e qui les concerne (le fameux « esprit de défense » par exemple). Pour rappel, voici quel était le sujet d'EMC en juin 2017 :

« *Vous avez été choisi(e) pour représenter la France au prochain sommet de l'Union européenne. Vous êtes chargé(e) de réaliser une note pour présenter une mission des militaires français sur le territoire national ou à l'étranger. Montrez en quelques lignes que l'armée française est au service des valeurs de la République et de l'Union européenne.* »
On constate que le sujet est plus que fermé, les élèves doivent « montrer », même s'ils ne sont pas d'accord avec cette affirmation…

Ces thèmes sont aussi abordés en cours d'Arts Plastiques, ou en préparation à l'épreuve orale du Brevet (j'ai donné une année à mes élèves l'idée de présenter en Histoire des Arts le monument aux morts de Gentioux, car en 3e nous lisons avec eux, en cours de français, des œuvres du XXe siècle dont certaines abordent la 1e Guerre Mondiale).
Mais cerise sur le gâteau, notre ministre nous a envoyé en juillet dernier une circulaire et un petit guide pour nous conseiller vigoureusement de participer avec nos élèves, du CM1 à la Terminale, à la commémoration du 11 novembre, en faisant une cérémonie aux « morts pour la France » dans toutes les guerres depuis 1914, en confondant allègrement « mémoire » et « histoire », en citant, pour faire chanter nos élèves, aussi bien le *Chant des Partisans* que *Le Chant des marais* et le *Chant du départ* (1794 !) ; mais n'aurait-il pas oublié la *Chanson de Craonne* ?
Enfin pour un dernier gag, avez-vous entendu que le président du Conseil Départemental de l'Ardèche (LR) a proposé le 23 octobre dernier que les policiers municipaux et nationaux et les gendarmes puissent venir déjeuner gratuitement lorsqu'ils travaillent, dans les cantines des 26 collèges publics du département, ceci pour « *retisser du lien entre les policiers et les gendarmes et les élèves* » ?

En janvier 2026, la FSU a cosigné avec Sud-Éducation, la CGT Educ'action et la FNEC-FP-FO un courrier intersyndical contre la militarisation de l'école, demandant « le retrait du guide Acculturer les jeunes à la défense, et de mettre fin aux dispositifs comme les « classes défense », les rallyes citoyens, et tout projet reposant sur un partenariat entre École et Armée ». Il faut cesser de mépriser les personnels du service public d'éducation, qui s'attachent à former des citoyens libres et éclairés. Il faut cesser de considérer qu'ils n'en ont pas les compétences ni la légitimité, tandis que l'on ouvre grand les portes des collèges et des lycées à d'autres acteurs.
Pensez à nous pauvres professeurs, qui devons, pour respecter les programmes officiels, lire avec nos élèves Rabelais, La Boétie, Voltaire, Balzac, Boris Vian, tous ces auteurs anti-guerre, anti-violence, anti-oppression ; et même Victor Hugo, avec son jeune Gavroche qui ose défier l'armée et meurt sur les barricades, sans jamais avoir agressé personne. Nous sommes menacés de schizophrénie grave si nous devons « en même temps » faire la promotion de l'armée jusque dans les forums de l'emploi où nous accompagnons nos élèves.
Et à ce propos, j'ai eu il y a quelques années la désagréable surprise, en étudiant avec des 3e la chanson de Jacques Brel *Pourquoi ont-ils tué Jaurès ?*, de constater avec eux que le nom de Jaurès ne figure plus dans leurs livres d'histoire et qu'après avoir passé plusieurs heures à étudier en classe la Première Guerre Mondiale, ils ne voyaient pas du tout de qui il s'agissait. Dommage…

Laissons-lui donc la conclusion, avec un petit extrait du *Discours à la jeunesse* qu'il prononça en 1903 devant les élèves du lycée d'Albi :
« *Mais un jour vient, et tout nous signifie qu'il est proche, où l'humanité est assez organisée, assez maîtresse d'elle-même pour pouvoir résoudre par la raison, la négociation et le droit, les conflits de ses groupements et de ses forces. Et la guerre détestable et grande tant qu'elle était nécessaire, est atroce et scélérate quand elle commence à paraître inutile.* »

Maudite soit la guerre !



Jean-Luc Mélenchon

https://www.youtube.com/watch?v=ZdXVMq-_Cwk *(à voir et vous aurez l'éloquence en plus)*

Merci d'abord au président du Comité, Régis Parayre, de me donner l'occasion de m'adresser à vous, étant entendu que vous devinez à la fois notre diversité, nos désaccords, qui peuvent s'entendre dans ce qui vient d'être dit, mais aussi ce qui nous rassemble aujourd'hui.

À ce titre, je voudrais aussi remercier le maire de la commune pour les paroles fermes qu'il a eu lorsque d'aucuns ce sont mêlés de lui dire ce qu'il devait faire à propos de ma présence en particulier parmi vous.

Mesdames, messieurs,

c'est une occasion importante pour moi de pouvoir renouveler l'expression de ma surprise lorsque j'ai entendu le président des maires de France, apprenant que je viendrai ici comme je l'ai déjà fait une fois, dire qu'il y a parmi vous des « *camps d'entraînement terroristes* » sur le plateau de Millevaches par exemple, en Limousin. Et il ajoute : « *on a aujourd'hui d'ex-zadistes de Notre-Dame-Des-Landes* - qui soit dit par parenthèse sont des gens tout à fait honorables - *de black blocks qui se retrouvent dans certains villages. Sur le plateau de Millevaches, des individus se regroupent* - je suppose que c'est vous ? – *s'entraînent à la guérilla urbaine, acquièrent du matériel lourd* – dont vous faites l'exhibition à cet instant - *du matériel d'attaque contre les policiers et même se préparent* - au destin inéluctable de toute personne qui proteste dans ce pays - et *ce préparent à la garde-à-vue, se préparent à la lutte urbaine*. Alors monsieur le président David Lisnard dit, (c'est une question intéressante d'ailleurs s'agissant de moi) : « *pourquoi va-t-il là et pas ailleurs ?* ». Je viens là en pleine connaissance de cause. J'y viens animé d'un sentiment de fraternité humaine que je sens partagé avec vous et que ce monument, comme bien d'autres dans notre pays, sans cesse rallume en moi, lorsque je vois la liste interminable de ceux qui périrent dans la Première Guerre mondiale. Et si je suis comme beaucoup de Français extrêmement satisfait de la victoire finale, pas un instant je n'oublie comment elle a été payée pendant tant de temps, non seulement pendant les combats où l'on mourait si intensément, 1 500 000 morts ! Maudite soit la guerre ! 10 millions de blessés ! Maudite soit la guerre ! 10 millions de morts dans le monde ! Maudite soit la guerre ! 20 millions de blessés ! Maudite soit la guerre !

Je viens ici parce que comme beaucoup, je crois que qui ne connaît son histoire et ne l'a méditée, s'expose à la voir se renouveler sans être capable d'en reconnaître les traits lorsqu'elle s'avance.

Si je ne partage pas les idées que quelques-uns d'entre vous ont exprimées à propos de la manière de se défendre, pour ce qui est de notre patrie la France, il n'empêche que je me sens en cet instant obligé de vous dire que je crois partager avec vous tous une certaine idée de ce qu'est en particulier sa force.

La nation française sera unie si son peuple est uni. Si on ne laisse le racisme, la haine de l'autre, les mensonges pulluler à propos de la volonté que chacun a de vivre dignement de son travail, de sa vie de famille, de l'amour qu'il est capable de donner et de recevoir, plutôt que des valeurs absurdes qui conduisent à penser que chacun d'entre nous souhaiterait être milliardaire, c'est à dire jouir du malheur des autres, accumuler sans trêve, sans pause, sans avoir avant tout cela réfléchi un seul instant à ce que le bonheur peut signifier et comprendre la manière d'être acquis par autre chose que par l'accumulation sans fin de richesse et de pillage de toute sorte.

Gloire à la vie quand elle vient dans sa simplicité !

Le peuple français sera d'autant plus uni non seulement qu'il aura vaincu en lui-même le racisme et tout ce qui le divise, mais qu'il se présentera face au monde avec la fierté de porter la parole du droit international et non du droit du plus fort, la parole du désarmement et non celle des gesticulations qui toujours se réjouissent de la résistance des autres, des guerres des autres sans se soucier de savoir eux aussi de quel prix ils la paient.

Rien n'est plus urgent sur le continent européen que la fin de la guerre et la fin de l'invasion russe en Ukraine et que par conséquent, après tous ces morts, tous ces blessés, tous ces saccages, tous ces pillages qui de toute façon n'ont rien réglé et ne régleront jamais rien, il est temps dorénavant que ce soit la paix qu'on discute.

Et nous français, qui sommes comme le monde entier plus en danger aujourd'hui de guerre que nous l'étions sous la guerre froide où l'on discutait de désarmement, nous serons de nouveau le pays qui propose le désarmement nucléaire mondial, bien sûr, en commençant par ceux qui sont les plus armés. C'est nous qui demandons le désarmement chimique à ces pays qui ont signé avec nous en 1993 l'accord sur ce point et qui ne le respectent toujours pas comme les États-Unis d'Amérique et la Russie. C'est nous qui proposerons au monde, comme cela fut le cas en 1993 également le désarmement bactériologique, dont le seul nom vous permet de deviner de quelle arme il est question : abominable, terrifiante, et donc ce devrait être une priorité que d'en discuter pour qu'immédiatement on cesse d'avoir même l'idée d'y recourir.
Voilà comment la France est grande, voilà comment son peuple est fort, voilà de quoi nous voulons nous honorer : d'être les partisans de la paix.

Et nous voyons la marche à la guerre parce que nous avons lu nos livres d'histoire, parce que nous connaissons les raisons qui conduisent à la guerre. Et ces raisons ce sont celles de la faiblesse d'un système économique, d'un système d'échanges qui lorsqu'il parvient à son blocage, trouve le moyen d'en sortir par une méthode, toujours la même, une économie de guerre qui consiste à acheter des armes qui sont sans cela absolument inutiles à produire et dont il faut sans cesse renouveler le stock.
C'est pourquoi l'économie de guerre conduit directement à la guerre.
Et tout à l'heure, la parole syndicale était forte qui dit : « qui veut la paix doit d'abord préparer la paix ». Et c'est à la paix que nous, les gens dans notre diversité d'opinions, de regards sur la vie, et même sur notre pays, nous voulons nous atteler à cet instant, monsieur David Lisnard, quand nous venons à Gentioux pour voir ce monument où l'on voit la seule conséquence tangible : la mort, la mort, encore la mort !
Comme s'ils y étaient voués, ceux-là même qui passent le reste de leur temps à la reprocher aux autres et à la voir où nous ne la voyons pas, comme c'est le cas par exemple dans certaines attitudes que nous partageons ici à propos de la mort choisie.

À Gentioux, on voit cet enfant fermant le poing. Ce pourrait être un jeune Gazaoui pataugeant dans l'eau pendant que la terre entière, criminelle complice, regarde, sans rien faire, les gens qu'on assassine.
Heureusement monsieur Lisnard, qu'il y a des gens comme ceux-ci qui viennent tous les ans ici devant ce monument et qui témoignent au nom de cette fraction unique dans l'humanité universelle. Ceux qui se vouent à la paix, ceux qui n'acceptent jamais la loi du plus fort, ceux qui croient qu'un monde ordonné est plus fort qu'un monde, même multipolaire, qui conduit inévitablement à la guerre. Seul le droit, le droit consenti, peut nous tirer d'affaire, nous tirer de la marche à la guerre.
L'Europe est menacée de guerre et vous avez eu raison de montrer quelle absurdité c'est cette soi-disant préparation psychologique à la guerre. Il n'est d'autre préparation psychologique utile qu'à la paix, à l'unité, à la force de la nation française parce qu'elle croit sa propre devise et ne veut rien d'autre que ce soit dans l'univers : Liberté, Égalité, Fraternité ! Voilà notre message universel à nous, notre langue de paix, de justice.
Oui voilà notre message commun par delà notre diversité. Et voilà ce que je crois que nous finirons par faire entendre.
Il y a malheureusement, et je n'en dit qu'un mot, une marche à la guerre qui est mondiale. Et c'est pourquoi j'ai senti pour ma part, mon humble part, qu'il fallait que je vienne jusqu'ici une nouvelle fois pour le redire devant ce monument qui me tient lieu de serment à votre égard si les votes et les décisions des français devaient me conduire à exercer d'autres responsabilités.
Avec vous commune de Gentioux, braves gens qui êtes venus de tout cet horizon, faisons entre nous le serment que jamais nous n'abandonnerons la volonté implacable de la paix, la certitude que l'humanité est une et indivisible par sa similitude et que c'est elle qui l'emporte sur toute autre différence et qu'aimer sa patrie ce n'est pas détester les autres et qu'aimer la paix ce n'est pas avoir peur de se défendre contre l'invasion et contre toutes les brutalités qui peuvent nous menacer.

Mesdames et messieurs,
je vous le redis quoique certains puissent en penser, je n'accepte pas l'idée que qui que ce soit en Europe veuille construire la plus grande armée conventionnelle, car alors il faut poser la question suivante : à qui comptez-vous faire la guerre avec cette armée ? Dites-nous le avant pour qu'on sache une bonne fois où vous

voulez en venir ! Quant à nous, nous ne faisons de guerre d'invasion avec personne et partout où nous sommes de trop, nous plierons bagage et partirons dès le lendemain s'il le faut. Les français ne s'imposent à personne
Merci à vous toutes et tous de m'avoir permis de parler haut et fort de cette façon. Et je le redis, puisqu'on m'a cherché noise sur le sujet, il faut que la Russie évacue l'Ukraine, où elle n'a rien à faire, car nous français, mieux que d'autres qui avons été envahis quatre fois, nous savons qu'une invasion est insupportable et qu'elle n'est pas acceptable. Mais nous prévenons les puissants, si vous décidez de faire changer le cours des frontières, comme l'a dit le président Zélensky, comme l'ont dit d'autres, alors il faut demander aux populations leur avis. Ce n'est pas moi qui ai inventé ça, c'est le Conseil européen et c'est le président de l'Ukraine qui l'a dit en son temps. Il faut cesser de truquer les paroles de tout le monde sinon on ne se comprend plus, on ne peut plus se parler, on ne peut plus décider, on ne peut plus penser. Si c'est le mensonge sans cesse à propos de ce que l'un ou l'autre dit.

Et voici ce que je dis et que je répète, et je pense que vous pensez comme moi quelques soient par ailleurs vos opinions : maudite soit la guerre ! À bas les invasions ! Nous n'en voulons pas, nous n'en voulons plus sur ce continent. Et nous serons capables de dire à bas le génocide si nous sommes nous-mêmes capables de dire à bas la guerre sur sur notre continent.

Clément Denuit
pour la Fédération Nationale de la Libre Pensée



Citoyennes, Citoyens, Camarades,
Nous ne sommes pas venus ici pour saluer les médailles ni pour applaudir les états-majors.
Nous sommes venus arracher la vérité à la boue des tranchées et au sang des champs de bataille.

Il y a plus d'un siècle, en 1917, des hommes courageux ont osé dire "Non" à la boucherie industrielle. On les a appelés les Mutins du Chemin des Dames. L'État-major les a alignés contre un mur et les a Fusillés …… - pour l'exemple.

Nous nous rassemblons ce 11 novembre, comme chaque année, devant ce Monument qui ne célèbre pas la gloire des armes, mais qui maudit la guerre.
À l'appel de la Fédération Nationale de la Libre Pensée, aux côtés de nos partenaires syndicaux, associatifs et pacifistes, nous réaffirmons notre refus obstiné de la barbarie militariste.
Car la première guerre mondiale fut un carnage. 12 millions de vies humaines bousillées. Des générations de jeunes travailleurs, de paysans, d'artisans, ont été envoyés se faire massacrer pour des intérêts financiers et géopolitiques qui n'étaient pas les leurs.

Il faut rappeler que le 11 novembre fut demandé par les Associations d'Anciens-Combattants pour flétrir la Guerre à jamais, et certainement pas pour célébrer les tueries.
C'est pourquoi, il n'y a jamais eu de défilés militaires le 11 Novembre.
Évidemment, on peut compter sur le Pouvoir actuel et ses affidés en tous genres pour nous inventer un défilé de plus et militariser toujours davantage la Société.
Cela fait 108 ans jour pour jour que les clairons ont sonné la fin de la Première Guerre Mondiale et nous voilà à nouveau au bord du gouffre. L'incendie mondial s'étend, attisé par la folie des impérialismes et les profits des multinationales de l'armement.
À votre avis, dans quelle industrie investissent les deux fils aînés de Donald Trump : Donald Trump Junior et Eric Trump ?
Dans les sprays autobronzant ? Raté !
Dans les armes autonomes et les drones. Ça leur rapporte des millions, et à papa aussi.
Les fistons achètent des millions de dollars d'actions dans une entreprise d'armement et ensuite le Pentagone signe de gros contrats avec cette entreprise.
Il ne reste alors plus qu'à multiplier les conflits pour multiplier les dollars.
Ils fabriquent de nouvelles armes, qui tuent par intelligence artificielle, qui donnent la mort impitoyablement sans qu'il y ait de tueurs. La belle époque !

Alors, pendant ce temps, que fait notre président Macron ?
Il multiplie les cérémonies officielles sous l'Arc de Triomphe et ne cesse de parler du « tragique de l'histoire » avec cette voix qui est devenu insupportable à presque 90 % des Français.

Il y a quelques temps encore, à la tribune de l'ONU, le chef de l'État s'inquiétait de voir le monde sombrer dans la « loi de la jungle ».
Mais qui crée cette loi de la jungle ?
Le cynisme présidentiel n'a plus de limites : on utilise le « tragique de l'histoire » pour nous faire croire que la guerre est une fatalité et pour préparer les esprits à l'inacceptable !
Quand Emmanuel Macron invoque la tragédie, c'est pour faire passer en contrebande « l'économie de guerre », le surarmement massif et le rationnement des budgets sociaux.
(Un camarade le rappelait hier lors d'un rassemblement : le constructeur Renault reconvertit depuis un an certaines de ses chaînes de montage pour fabriquer des drones, lui qui en 1914 fabriquait déjà des chars d'assaut pour l'armée blindée. On prend les mêmes et on recommence.)
Comme au début du XXème siècle, L'embrigadement idéologique commence à l'École

Par sa circulaire ministérielle du 2 juillet 2026, le gouvernement – qui n'avait rien de plus urgent à mettre en place bien sûr - prétend désormais imposer une liturgie civique obligatoire dans nos écoles, nos collèges et nos lycées publics.
Sous couvert de commémorer le 11 novembre, le ministre de l'Éducation nationale exige des rituels d'ordre militaire au sein même des cours de récréation, transformant le sanctuaire scolaire en lieu de mise au pas patriotique.

La Libre Pensée, aux côtés des organisations syndicales de l'enseignement qui résistent, dénonce avec force cette tentative d'embrigadement idéologique de la jeunesse. L'École de la République est faite pour instruire, pour développer l'esprit critique et la réflexion historique, pas pour organiser des liturgies sacrificielles sur commande politique !
Cette circulaire scélérate n'est que l'un des rouages d'une mécanique de guerre générale et terrifiante.
Le pouvoir ne se cache même plus. Après les simulacres de civisme en uniforme, ils jettent le masque : le SNU est liquidé au profit d'un véritable Service Militaire Volontaire.
Dix mois en caserne, sous la botte de la hiérarchie militaire, soumis à la discipline du garde-à-vous ! Voilà le sort qu'ils réservent aux enfants des classes populaires. En jouant de manière abjecte et cynique sur la misère, le chômage et la précarité qui frappent les jeunes, l'État achète leur soumission pour 800 misérables euros par mois. C'est un chantage à la survie sociale, avec les recalés de Parcoursup pour fabriquer les mercenaires et la chair à canon de leurs futures aventures impérialistes !

À l'Assemblée nationale, le gouvernement et ses soutiens s'apprêtent à voter une loi d'endoctrinement pour rendre l'enseignement de la défense obligatoire, tandis que les officiers s'installent déjà dans les salles de cours à travers les prétendues "classes de défense". (Clemenceau disait que « la guerre est une affaire trop sérieuse pour être confiée à des militaires ». Ce à quoi il faut s'empresser d'ajouter que la guerre est une affaire trop sérieuse pour être confiée à Clemenceau.) Ils veulent caporaliser les esprits dès l'enfance pour briser toute capacité de révolte et fabriquer de dociles exécutants au service du capitalisme.

C'est sûr, si les crânes de nos mômes sont vides, ils seront plus faciles à bourrer
Aussi, devant la gravité de ce qui se joue, un Collectif National Unitaire contre la Militarisation vient de se réunir à Paris le 11 septembre à l'initiative de la Libre Pensée, de Solidaires et de l'Union Pacifiste. Localement, nous invitons à la création ou à la consolidation de collectifs locaux.

Une grande campagne va être menée contre la « Journée Défense et Citoyenneté ». Journée qui diffère de la précédente par son côté uniquement militaire (cérémonie des couleurs, tir sportif, jeu de rôle de stratégie, repas en ration militaire, port d'un casque de réalité virtuelle pour immersion dans des opérations militaires, Bleuet de France…).
A l'issue de cette « Journée de Mobilisation », le jeune reçoit un Certificat Individuel de Participation, extrêmement important.

Qu'on en juge : « En cas de non-participation injustifiée à cette Journée obligatoire, il n'existe pas d'amende financière directe ou de sanction pénale ; mais des sanctions administratives bloquantes particulièrement lourdes au quotidien »

Les voici : interdiction de s'inscrire aux examens d'Etat (baccalauréat, examens universitaires, grandes écoles, concours publics, permis de conduire.)
Attention ! La présence à la « Journée de Mobilisation » ne suffit pas ; il convient de se montrer soumis et partisan. Voici l'article R*112-10 du Code du Service national : « Tout appelé qui, ayant répondu à la convocation prévue refuse de participer à une partie des activités de la session, ou qui adopte une attitude de nature à perturber son bon déroulement, est immédiatement invité à regagner son domicile. Il ne lui est pas délivré de Certificat de participation à la journée défense et citoyenneté. »

Autrement dit, l'Armée s'arroge le droit de décider qui a droit ou non de passer des examens, de se présenter au permis de conduire.

Avec le ***Collectif National Unitaire contre la Militarisation de l'École et de la Société***, la Libre Pensée vous appelle à agir pour que cesse ce scandale et à contresigner les deux Appels proposés par l'Union pacifiste, la Fédération nationale de la Libre Pensée, l'Union syndicale Solidaires. (Contact : collectifstopmilitarisation@ik.me)

Face à l'horreur de la guerre, l'espoir ne viendra pas des sommets des dirigeants de l'OTAN ni des palais des autocrates, il viendra des peuples en lutte ! C'est le sens profond de l'immense meeting international contre la guerre qui s'est tenu à Londres le 20 juin dernier.
La plus éclatante preuve de fraternité humaine est venue de la tribune même de Londres, où des déserteurs russes et des objecteurs ukrainiens sont intervenus côte à côte ! Unis dans un même refus de s'entretuer pour les intérêts des capitalistes et des marchands de canons, ils ont dénoncé ensemble la complicité criminelle de l'Union européenne.
Car pendant que nos gouvernements prétendent défendre la démocratie, ils ferment les frontières et refusent l'asile aux déserteurs russes, les condamnant sciemment à être renvoyés au front ou jetés dans les geôles !
Ces réfractaires russes et ukrainiens d'aujourd'hui sont les fils spirituels et les frères directs des Fusillés pour l'exemple de la Grande Guerre et des révoltés russes de La Courtine de 1917, massacrés en Creuse pour avoir exigé la paix ! Hier comme aujourd'hui, ce sont les mêmes tribunaux d'exception, la même justice militaire de classe et la même féroce répression qui s'abattent sur ceux qui disent "Non !"

C'est pourquoi notre combat pour l'asile des déserteurs actuels est indissociable de notre combat historique. Nous renouvelons ici, avec une force décuplée par l'urgence de l'actualité, notre exigence absolue : la réhabilitation collective, solennelle et sans condition des Fusillés pour l'exemple de 1914-1918

La République ne peut plus reculer. Elle doit reconnaître que ces hommes, abattus pour avoir refusé la boucherie impérialiste ou crié leur dégoût du sang, n'étaient pas des traîtres, mais des précurseurs de la paix.

De la boue des tranchées de la Marne aux plaines du Donbass, le mot d'ordre des Travailleurs et des Libres Penseurs reste le même : l'ennemi est dans notre propre pays, c'est le capitalisme et le militarisme !

- **Réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple !**
- **Asile politique et protection pour tous les déserteurs russes et ukrainiens !**
- **Retrait de la circulaire ministérielle, l'Armée hors de l'École !**

Fraternité ouvrière et internationale par-dessus les frontières !

Ni dieu, ni maître, et ni chef d'État major !
À bas la Calotte et À bas le calot !
Et que vive la Sociale !



Ilan parle au nom des lycéens mobilisés

Les lycéens revendiquent les moyens pour étudier et se forger un avenir. Ils ne veulent pas que leur avenir ce soit la guerre. Mais devant leur mobilisation, la seule réponse du gouvernement c'est la répression. Alors Ilan appelle les organisations à soutenir le mouvement lycéen, à se mobiliser contre les violences policières, car faire cela c'est aussi combattre contre la marche à la guerre, pour la paix, pour un avenir digne.



Chorale des Résistances Sociales

Ceux qu'ont le pognon, ceux-là reviendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, nous, les troufions
On va se mettre en grève
Ce sera vot' tour messieurs les gros
De monter sur le plateau
Si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau





Hommage à Félix Baudy

Comme chaque année après le rassemblement de Gentioux, le CLAMMG a rendu hommage à Félix Baudy au cimetière de Royère-de-Vassivière.

Anthony Buys, maire de Royère depuis 2026 est venu pour la première fois assister à cette commémoration.

Le secrétaire de l'Union des syndicats CGT de la Creuse, Laurent Margueritat, également présent, a déposé une gerbe sur la tombe.



Régis Parayre a expliqué l'histoire de F. Baudy, ouvrier maçon, fusillé pour l'exemple le 20 avril 1915 à Flirey avec le caporal Antoine Morange, les soldats François Fontanaud, et Henri Prébost, qui comme lui avaient été tirés au sort et condamnés à mort la veille par un tribunal militaire pour la seule raison que leur compagnie avait refusé d'obéir au gradé qui exigeait qu'ils montent une nouvelle fois à l'assaut alors que ce n'était pas leur tour.

Une gerbe a été déposée sur la tombe de Félix Baudy, près de la plaque du syndiquat des maçons de Lyon où ses camarades avaient fait graver il y a plus d'un siècle : "*Les maçons et aides de Lyon et Banlieue, à leur ami Baudy, fusillé innocent, le 20 avril 1915 à Flirey. Maudite soit la guerre; maudits soient ses bourreaux. Baudy n'est pas un lâche, mais un martyr* "

Banquet républicain



Nous étions 70 au banquet

À l'Assiette Creuse à Masgrangeas, près du lac de Vassivière,
Ce fut un grand moment de rencontres et de discussions entre des pacifistes venus parfois de départements éloignés, de Clermont-Ferrand de Périgueux.....

Comité Laïque des Amis du Monument aux Morts de Gentioux

Adhérez au CLAMMG !

Le CLAMMG a pour objet de combattre la guerre, d'honorer la mémoire de tous ceux qui en ont été victimes et de promouvoir la fraternité entre les peuples et pour vocation de regrouper tous ceux qui se reconnaissent dans cet objectif quelques soient leurs convictions politiques, syndicales ou philosophiques.

C'est le CLAMMG qui organise depuis 39 ans un rassemblement à Gentioux tous les 11 novembre. Il rend hommage à toutes les victimes passées et présentes des conflits et il dénonce le militarisme et le bellicisme à l'oeuvre à travers le monde.
Le CLAMMG reprend à son compte le message : « Maudite soit la guerre » gravé sur le monument.
Le CLAMMG est affilié à la Fédération Nationale Laïque des Associations des Amis des Monuments Pacifistes, Républicains et Anticléricaux.

Le CLAMMG a besoin de vous : adhérez, soutenez !

BULLETIN D'ADHÉSION au CLAMMG 2027

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

IMPORTANT :
Votre Courriel (mail): .....@.....

Adhère au COMITE LAÏQUE DES AMIS DU MONUMENT AUX MORTS DE GENTIOUX
Cotisation : 10 € ☐ **- Soutien : 20 €** ☐
Bulletin à retourner avec le chèque à l'ordre du : COMITE LAÏQUE DES AMIS DU MONUMENT AUX MORTS DE GENTIOUX (C.L.A.M.M.G.), BP n°158 - 23004 GUERET - CEDEX

Vous pouvez également nous envoyer un courriel pour demander votre inscription à notre liste de diffusion.